



# Ces femmes transparentes: «bonnes à tout faire»

par Fatou Faye, chargée de programme, RLS Dakar

Pendant ces trente-cinq dernières années, les grandes villes du Sénégal, particulièrement celle de Dakar, ont été témoins d'un afflux massif de jeunes de la campagne. A la recherche d'un emploi, ces jeunes, souvent dépourvus d'une formation scolaire ou professionnelle appropriée, tendent à vendre leurs services à bas prix. En effet, la rareté des pluies, l'absence de modernisation de l'agriculture, la pauvreté, le chômage, l'absence de réponse à la forte demande sociale et économique sont autant de réalités caractéristiques d'un monde rural sénégalais qui n'offre pas un réel avenir aux jeunes. C'est sans mentionner d'autres réalités

sociales - telles que les divorces, les répudiations, les parcours scolaires instables des filles - qui fragilisent directement l'autonomisation des femmes dans le monde rural alors que dans certaines cultures locales elles représentent les garantes des ressources vivrières familiales. Avec la détérioration de la situation économique et sociale des campagnes, les femmes sont elles aussi poussées à rejoindre les villes.

Parmi les services qu'offrent les femmes venues du monde rural, il y en a un qui est particulièrement prisé par les ménages. Il s'agit

du travail domestique : une profession féminisée et nourrie par un système informel avec son lot d'injustices. Le travail domestique de ces femmes migrantes contribue à raffermir la division sexuelle du travail : cette catégorie socio-professionnelle loue ses services aux pontes et à la classe moyenne de la société sénégalaise. Malgré les nombreuses difficultés que bravent ces travailleuses domestiques dans les villes, certaines d'entre elles luttent résolument contre les injustices dont elles sont victimes.

À leur arrivée dans les grandes villes, celles qui n'y ont pas de parent dorment en groupe dans les rues (exemple : sur les bords du canal de Fass Delorme, Colobane, Gueule tapée etc.) D'autres sont accueillies par un oncle, une tante ou par des connaissances, le temps de se trouver un emploi pour se prendre à charge (nourriture, paiement de location, électricité, eau, etc.).

C'est en tapant quotidiennement aux portes des maisons, en se réunissant dans certains carrefours de la ville (exemple : Liberté 6, Pont Foire, terrain de jeu Sacré-Cœur) ou sur recommandation qu'elles peuvent trouver des employeurs qui acceptent de louer leur force de travail moyennent un salaire qui varie selon l'âge, l'expérience, la maturité, la corpulence (les travailleuses jugées plus « moches » par les employeurs ont le plus de chances d'être recrutées et cela pour ne pas éveiller chez leur

époux des risques d'attirance envers les travailleuses domestiques). et les tâches à accomplir quotidiennement. Les travailleuses domestiques qui ont la « chance » de remplir toutes les conditions selon les goûts de l'employeur ont « un salaire » qui varie parfois entre soixante-quinze mille (75000) F CFA et quatre-vingt mille (80000) F CFA par mois étant entendu que tout dommage causé à l'employeur (par exemple court-circuiter un matériel électroménager) est généralement l'objet d'une ponction sur leurs revenus mensuels.

Pendant ces dix dernières années, l'offre de travail domestique était largement supérieure à la demande ; d'où une baisse systématique des salaires proposés par les employeurs. Au-delà, la concurrence des étrangers (souvent des mineures guinéennes et sans papier) - qui acceptent toutes les exigences de certains employeurs - rend la situation plus difficile parce que ces derniers peuvent abuser encore plus de leur vulnérabilité en se payant leurs services au noir et sans aucune protection légale : une forme flagrante de traite des enfants.

Le recrutement des domestiques ne se fait que sur la base d'un simple contrat tacite qui n'inclut pas de déclaration à la caisse de sécurité sociale, pas de congé (annuel, hebdomadaire, maladie ou de maternité), pas de prise en charge médicale (alors que les accidents domestiques sont récurrents et la pénibilité des tâches use

physiquement) avec un temps de travail qui peut dépasser treize (13) heures par jour. Et le tout est couronné par des licenciements abusifs et sans préavis encouragés par l'inexistence de contrats légaux qui lient les parties. C'est une profession dans laquelle tous les devoirs pèsent sur les travailleuses alors qu'elles n'ont aucune protection contractuelle en contrepartie. Malgré tout, elles se serrent la ceinture afin que leurs maigres revenus puissent leur assurer une place respectueuse au sein de leur village via l'aide financière qu'elles apportent à leurs enfants et à leur famille au village (achat de denrées alimentaires, acquisition de terres, rénovation des maisons familiales, envois de colis pendant les grandes fêtes, entretien des enfants, achats de semences pour les champs du mari si ce dernier est resté au village, etc.).

Le manque de considération envers le travail domestique a fait des femmes qui l'ont comme profession une catégorie sociale fragile et au bas de l'échelle sociale. Tant bien que mal ces dernières se substituent aux femmes des villes dans certains rôles ménagers qui leur sont traditionnellement affectés par des us et coutumes conservés par un regard social impitoyable jugeant les femmes selon la manière dont elles se débrouillent vis-à-vis des tâches domestiques. Les femmes urbaines doivent faire en sorte que ces tâches domestiques soient accomplies mais elles n'en ont souvent ni le désir ni le temps. C'est pourquoi elles recourent aux

travailleuses domestiques. Selon Soukeyna W, travailleuse domestique à Dakar depuis huit (8) ans et membre du regroupement des travailleuses domestiques de Thiès :

*« si les femmes arrivent à travailler à tête reposée dans leur bureau c'est bien grâce à nous les travailleuses domestiques. Elles ne peuvent pas assurer la fonction de femme au foyer et leurs activités professionnelles en même temps. Alors plus il y a de femmes intellectuelles qui ont accès à l'emploi plus les travailleuses domestiques en trouvent aussi parce que ce sont elles qui nous emploient. Au-delà des harcèlements sexuels avec souvent comme conséquence les grossesses non désirées et des enfants non reconnus par leur géniteur, certaines femmes employeuses, pas toutes, sont également à la source de toutes les injustices que nous subissons, c'est difficile à dire mais c'est la pure réalité. »*

Au moment où des centaines de millions de francs sont dépensés dans les colloques, conférences, panels par des organisations de femmes pour le respect des droits de ces dernières conformément aux conventions internationales ratifiées par le Sénégal (égalité homme-femme), il y en a qui pourtant partagent nos quotidiens, avec tout que cela peut comporter psychologiquement (gérer les mauvaises humeurs de l'employeur, se substituer parfois au rôle de mère, préparer les

repas, prendre soin des maisons, des enfants, etc.) mais qui semblent transparentes aux yeux des gens pour qui elles accomplissent tous ces services qui vont souvent même au-delà des tâches qui leur avaient été initialement confiées. Toutefois, nous assistons à une réelle prise de conscience de la part de travailleuses domestiques.

Selon Ndèye Khoudia Ba, psychologue sénégalaise basée à Toulouse<sup>1</sup>, « *cette situation que vivent les femmes travailleuses domestiques constitue une violence à la fois économique et psychologique qui à long terme pousse les victimes soit à sombrer dans une amertume sans précédent ; d'où les symptômes d'une sensibilité à fleur de peau, soit à répondre de manière très négative et violente contre l'auteure de ces injustices. Le manque de respect dont elles sont parfois victimes dans leur lieu de travail porte atteinte à leur dignité et leur crée un déséquilibre psychique : elles ne font plus confiance en leur société, à ces mécanismes de communication, de protection....* »

Convaincu de pouvoir corriger ces injustices, le syndicat des travailleuses domestiques du Sénégal affilié depuis 2008 à l'Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (UNSAS), avec l'appui du comité 12 12 (Comité spécial de veille et d'alerte qui regroupe les représentants

des cinq centrales syndicales au Sénégal pour la ratification de la convention 189 et la mise en œuvre de la recommandation 201 de l'OIT), réclame la ratification de la convention internationale relative aux travailleurs domestiques (OIT). Selon Ndella Diouf, secrétaire générale de ce syndicat: « *Nous avons toujours été conscientes de ce que nous vivons comme violence, injustice et stigmatisation. Mais nous vivions dans la crainte constante de perdre nos emplois. Maintenant il y a une prise de conscience collective quant aux conditions précaires dans lesquelles nous travaillons avec nos salaires de misère. Cette prise de conscience est une étape très importante pour nous afin de pouvoir identifier de manière concrète les problèmes auxquels nous sommes confrontés de près ou de loin en tant que travailleuses domestiques. Maintenant, nous essayons de constituer un nombre important et cherchons à rallier les masses des travailleuses domestiques pour que notre voix porte loin car nous voulons une adhésion massive de travailleuses. Nous participons à certains débats à la radio pour parler de nos conditions de travail sur la place publique. Nous avons organisé des marches avec l'UNSAS devant l'Assemblée nationale du Sénégal pour sensibiliser les femmes députées sur la question et nous avons eu des rencontres avec l'ancien ministre du Travail, Mansour Sy.*

---

<sup>1</sup> NDEYE KHOUDIA BA, *La santé mentale des travailleuses domestiques au Sénégal : Etude de cas*, Thèse de doctorat à l'Université Cheikh Anta Diop, Département sociologie, 17 juillet 2004.

*Mais, après la nomination du nouveau ministre, Samba Sy, nous avons l'impression de tout recommencer à zéro dans les négociations avec l'Etat. Nous savons que nous serons les seules à pouvoir faire entendre la cause pour laquelle nous nous battons.*

*Nous n'avons pas seulement l'État comme interlocuteur mais aussi toute force susceptible de nous aider en acceptant de nous écouter parce que nous sommes les employées de ces autorités politiques qui disent vouloir défendre la nation alors que nous subissons une injustice dans leur propre maison. Contradictoire non ?*

*Nous voulons désormais que notre emploi soit matérialisé par un contrat de travail pour que*

*nous puissions bénéficier de tous les droits d'un travailleur digne de ce nom pour en finir avec nos bas salaires. Nous constituons un poids économique considérable aussi bien pour la ville que pour nos villages qu'on a quittés. Nous essayons de nous réunir selon un quorum chaque fois que l'une d'entre nous à un problème avec son employeur et nous essayons de lui trouver une solution de manière solidaire. Ce qu'il faut éviter c'est de s'isoler c'est pourquoi nous invitons toutes nos sœurs à nous rejoindre pour défendre notre cause commune. »*

Tous les articles publiés sur ce site ont été écrits de manière indépendante. Les opinions exprimées engagent leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Rosa Luxemburg Stiftung